

Brèves Economiques d'Asie du Sud

N°05 - semaine du 29 janvier au 4 février 2021

Résumé

Afghanistan : La pauvreté en hausse suite à la pandémie. Aide du Japon de 122,2 M USD. Accusations de détournement de fonds à la Banque centrale.

Bangladesh : Ralentissement de l'inflation en début d'année. Programme de la Banque mondiale de 1,4 Mds USD pour améliorer les communications en zone rurale. Facilité de crédit de l'AFD pour soutenir les populations défavorisées. Prêt souverain de 300 M USD de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) pour soutenir les microentreprises et les PME.

Bhoutan : Prévvision de croissance de 3,3 % pour l'exercice 2021/22 par le ministère des Finances.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques* : Présentation du Budget 2021/22. Forte augmentation des recettes de GST au mois de janvier. Hausse de l'indice PMI des services pour le même mois. *Secteur bancaire* : Publication de données pour le mois de décembre 2020. Nouvelles normes d'audit établies par la Banque centrale pour le secteur financier non bancaire et les *Urban Cooperative Banks*. Les banques publiques d'Etat fragilisées par la fusion d'avril 2020 selon un rapport parlementaire. *Autres informations* : Accord entre Bharat Biotech et Ocugen pour commercialiser le Covaxin aux Etats-Unis.

Maldives : Chute du PIB de -44,2 % au 3^{ème} trimestre 2020. Démarrage de la campagne de vaccination contre la COVID-19.

Népal : Autorisation prochaine d'entrée sur le territoire pour les touristes vaccinés. Baisse de 45% en 6 mois des nouvelles entreprises enregistrées. Lancement du projet de la Banque mondiale NUGI pour 150 M USD. Augmentation des subventions de l'Inde au Népal (+ 13 % en g.a. pour 2021/22).

Pakistan : L'inflation atteint un étiage de deux ans en janvier. Progression de la collecte fiscale sur les sept premiers mois 2020/21. Progression des financements étrangers reçus par le Pakistan lors du premier semestre 2020/21, comme des rapatriements de bénéfices et de dividendes pour la même période. Augmentation des prix du pétrole à la pompe. Le Pakistan recule au 124^e rang du classement de l'indice de perception de la corruption. La Corée du Sud accorde un prêt de 49 M USD pour l'amélioration du réseau routier au Khyber Pakhtunkhwa.

Sri Lanka : Abandon de l'accord avec l'Inde et le Japon sur le Terminal de l'Est. Croissance de +6,5 % du crédit au secteur privé en décembre. Démarrage de la campagne de vaccination contre la COVID-19 et don de 500 000 vaccins de l'Inde.

INFORMATIONS PAYS

AFGHANISTAN

- **La pauvreté en hausse suite à la pandémie.** Le rapport de l'Inspecteur général spécial américain pour la reconstruction de l'Afghanistan (SIGAR) estime que la pauvreté est passée de 55 % à 72 % en 2020 en raison au ralentissement de l'économie lié à la COVID-19, alors que le pays fait actuellement face à une deuxième vague. Le taux de chômage a également augmenté, de 23,9 % en 2019 à 37,9 % fin 2020, et le FMI prévoit une contraction de l'économie de 5 %.

De son côté, l'ONU a appelé, dans un rapport publié le 3 février, la communauté internationale à venir en aide à l'Afghanistan à hauteur de 1,3 Mds USD. Les Nations Unies estiment que 4 Afghans sur 10 souffrent de la faim et que près de la moitié de la population aurait besoin d'une aide humanitaire d'urgence.

- **Aide du Japon de 122,2 M USD.** Cette aide a pour but de soutenir le développement de 17 programmes humanitaires en Afghanistan selon l'ambassade du Japon à Kaboul. Elle s'inscrit dans le cadre de la Conférence de Genève en novembre 2020 au cours de laquelle le Japon s'était engagé à hauteur de 180 M USD par an entre 2021 et 2024 (un engagement comparable aux quatre années précédentes). Avec cette nouvelle initiative, le montant cumulé de l'aide du Japon envers l'Afghanistan depuis 2001 atteint 6,9 Mds USD.
- **Accusations de détournement de fonds à la Banque centrale.** Le contrôleur de la Banque centrale afghane aurait utilisé des fonds de la banque à des fins personnelles parmi lesquelles l'achat d'une maison et des voyages touristiques. Il aurait bénéficié d'augmentations sans l'accord du Haut Conseil de la Banque.

BANGLADESH

- **Ralentissement de l'inflation en début d'année.** Après trois mois consécutifs de hausse (août-septembre), liée aux mesures de confinement et aux typhons suivis d'inondations qui ont affecté les récoltes de mai à août, l'indice des prix à la consommation a poursuivi sa décrue en janvier dernier, à la ville comme à la campagne. Selon le Bureau des statistiques (BBS), l'inflation a atteint 5,02 % en glissement annuel en janvier 2021 contre 5,29 % en décembre dernier et 5,57 % en janvier 2020, soit un étiage en 8 ans. L'indice des produits alimentaires s'établit à 5,23 % et celui des autres produits à 4,69 %.

En moyenne sur les douze derniers mois, la hausse des prix de détail est évaluée à 5,64 % contre 5,6 % un an plus tôt et 5,55 % en 2018. Sur l'exercice budgétaire 2019/20, l'inflation moyenne s'est élevée à 5,65 % selon le BBS (5,7 % pour le FMI) contre 5,48 % un an plus tôt. Les prévisions pour l'année en cours tablent sur une inflation légèrement inférieure selon le gouvernement (5,4 %) et légèrement supérieure (5,9 %) pour le FMI. Sur les deux années à venir, le gouvernement anticipe un ralentissement très graduel du rythme d'inflation. Le ministre des Finances prévoit une hausse des prix de 5,3 % pour l'exercice 2021/22 et de 5,2 % en 2022/23. L'inflation est restée sous la barre des 6 points annuels depuis 2015.

- **Programme de la Banque mondiale de 1,4 Mds USD pour améliorer les communications en zone rurale.** Une première tranche du programme *Western Economic Corridor and Regional Enhancement Program (WeCARE)* de 500 M USD a été signée le 1^{er} février. Ce programme comprend la réalisation d'une autoroute 4 voies de 260 km reliant Hatikumrul, Sirajganj au port sec de Bhomra près de la frontière indienne et inclut la pose d'un réseau de fibre optique. La phase 1 doit s'achever en décembre 2026. Le prêt s'inscrit dans le cadre de la *Scale-up Facility (SUF)* et couvre une période de 34 ans avec 4 ans de grâce.
- **Facilité de crédit de l'AFD pour soutenir les populations défavorisées.** L'Agence Française de Développement a signé le 2 février dernier un accord de prêt de 150 M EUR (15,3 Mds BDT) pour soutenir les ménages et personnes vulnérables. Le prêt s'étend sur 20 ans avec 7 ans de grâce et porte un intérêt Euribor 6 mois + 0.51%.

Il s'intègre au projet *Cash Transfer Modernisation* financé par la Banque mondiale, et porté par le *Ministry of Social Welfare*.

- **Prêts souverain de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) de 300 M USD pour soutenir les microentreprises et les PME.** Dans le contexte de la crise liée à la pandémie de Covid-19, ce prêt a pour objectif de fournir des liquidités aux microentreprises et PME (CMSME), par l'intermédiaire d'institutions financières. Le projet s'inscrit dans le cadre du dispositif *Crisis Recovery Facility* adopté par l'AIIB en avril 2020.

Ce prêt tombe à point nommé puisque le gouvernement vient d'annoncer de nouvelles mesures de soutien, à la fois au secteur des CMSME pour 15 Mds BDT (177 M USD), ainsi qu'aux ultra pauvres en zone rurale, grâce à des aides sociales de 12 Mds BDT (142 M USD) et une allocation mensuelle de 500 BDT ou 6 USD. Le secteur CMSME a déjà fait l'objet d'une enveloppe le 13 avril 2020 (200 Mds BDT), mais seuls 30% ont été décaissés à fin 2020, en raison de la réticence des banques à s'engager auprès des micro-entrepreneurs et à prendre des crédits supplémentaires. Enfin, l'absence ou l'insuffisance de garanties a souvent été citée comme un obstacle.

BHOUTAN

- **Prévision de croissance de 3,3 % pour 2021/22 par le ministère des Finances.** Ce dernier estime ainsi que l'économie devrait rebondir significativement pour l'exercice budgétaire à venir. Il prévoit, en effet, pour 2021/22, une croissance minimale de 3,3 % et voire même 6 % dans le meilleur des *scenarii*. Les secteurs de l'industrie de la construction et de l'agriculture devraient être les moteurs de cette reprise. Pour rappel, le gouvernement prévoyait, en septembre 2020, une récession de 6,7 % pour 2020/21.

Par ailleurs, selon le journal en ligne *Kuensel*, le budget des dépenses de l'exercice suivant serait de 73,59 Mds BTN (1 Md USD), en diminution de 0,5 % en glissement annuel (74 Mds BTN). Les dépenses d'investissements augmenteraient de 12% en g.a. à 38,9 Mds BTN en 2021/22, soit un tiers du budget d'investissement du 12^{ème} plan quinquennal. Le revenu domestique est estimé en hausse de 4,4 % en g.a. pour 2021/22, soit 34,6 Mds BTN contre 33,2 BTN en 2020/21, malgré l'annonce d'un nouveau confinement en décembre 2020.

INDE

Indicateurs macroéconomiques

- **Présentation du Budget 2021/22.** Alors que le soutien à l'économie, affectée par la pandémie, au printemps et à l'été 2020 s'est appuyé largement sur l'action de la Banque centrale, le budget 2021/22 présenté le 1^{er} février apparaît très volontariste, avec des dépenses totales de 34 500 Mds INR (472,4 Mds USD).

Les priorités portent essentiellement sur le secteur de la santé, les infrastructures et le système financier. Le budget alloué à la santé devrait plus que doubler, mais à partir d'une base modeste à 1% du PIB. Celui des investissements en infrastructures, notamment de transport ferroviaire et routier, est annoncé en augmentation de 35%. Du côté du secteur financier, au sein duquel le segment bancaire a été très fragilisé depuis le début du ralentissement de l'activité économique bien avant la crise sanitaire, trois nouvelles mesures ont plus particulièrement retenu l'attention : la création d'une *bad bank* pour libérer les banques commerciales d'une partie de leurs créances douteuses, une recapitalisation supplémentaire des banques publiques à hauteur de 2,7 Mds USD et un assouplissement des règles pour les investissements directs étrangers dans le secteur de l'assurance, soutenu depuis 1995.

En regard, le ministère des Finances compte beaucoup sur la croissance pour soutenir les recettes budgétaires (11 % de croissance attendus pour l'exercice à venir, après une contraction de l'économie de 7,7 % estimés pour l'exercice en cours). Un programme très ambitieux de ventes d'actifs publics a aussi été présenté pour financer une partie des dépenses nouvelles. Au total, le déficit affiché pour l'exercice à venir pourrait atteindre 6,8 % du PIB, alors que celui affiché pour 2021/22 serait largement supérieur aux attentes, à 9,5% du PIB, ce qui obligera

les autorités indiennes à revoir la loi sur la responsabilité budgétaire. La ministre des Finances a par ailleurs annoncé un ajustement progressif de l'impasse budgétaire au cours des années à suivre pour revenir vers un déficit du budget central à 4,5% lors de l'exercice 2025/26.

- **Forte hausse des recettes de GST au mois de janvier.** Selon les chiffres du ministère des Finances, la collecte de GST a atteint, pour le mois de janvier, 1 198 Mds INR (16,4 Mds USD), soit un plafond mensuel depuis son lancement en juillet 2017 après celui enregistré en décembre 2020 (1 150 Mds INR). Les recettes de GST augmentent de 8% en glissement annuel en janvier. Ces bons chiffres traduisent évidemment la reprise de l'économie indienne et de la consommation intérieure, mais aussi l'amélioration des procédures d'audit et de suivi des paiements.
- **Hausse de l'indice PMI des services en janvier.** L'indice atteint 52,8 (manufacturier 57,7), légèrement au-dessus de celui décembre (52,3) mais inférieur aux résultats de novembre (53,7) et octobre (54,1), qui avaient bénéficié d'une reprise de la consommation pendant les fêtes. L'indice reste inférieur à celui observé un an plus tôt (55,5), mais dans la moyenne des performances de 2019 (51,4) et largement au-dessus de celles de 2020 (41,7).

Secteur bancaire

- **Données du secteur bancaire pour le mois de décembre 2020.** En ce qui concerne les principaux secteurs d'activité, les chiffres de la Banque centrale (RBI) montrent que le crédit à l'agriculture croît davantage qu'en décembre 2019 (+9,4 % en g.a. contre 5,3 % en décembre 2019) alors que le crédit aux industries est en diminution de 1,2% en g.a. (+1,6 % en décembre 2019). Cette baisse est imputable à la diminution des prêts accordés aux grandes entreprises (-2,4 % contre +1,6 % en décembre 2019), alors que ceux accordés aux TPE et PME sont en hausse respectivement de 15, 3% et 1,2 % (contre +2,5 % et +0,1% en décembre 2019).

Du côté des services, les crédits accordés augmentent de 8,8 % en g.a. (6,2 % en décembre 2019), surtout portés par le secteur du commerce et des opérateurs de transport. Enfin, le microcrédit connaît une baisse de -8,8 % contre +47 % un an auparavant. De même, les prêts personnels diminuent de 9,5 % en g.a. (+15,9 % en décembre 2019), tout comme les prêts de biens durables connaissent une augmentation moins rapide que par le passé (30,1 % contre 66,2 % en décembre 2019). Enfin les crédits aux NBFC (institutions financières non bancaires) augmentent moins rapidement (+8 % en g.a. contre +27,6 % un an plus tôt).

- **Publication de nouvelles normes d'audit par la Banque centrale pour le secteur financier non bancaire (NBCF) et les UCB.** La RBI a arrêté de nouvelles lignes directrices à destination des NBFC, dont les actifs sont supérieurs à 50 Mds INR (685 M USD) et des Urban Cooperative Banks (UCB) dont les actifs excèdent 5 Mds INR. Ces lignes établissent un système commun d'audit interne basé sur les risques (*risk based internal audit*). Il a pour but de montrer la qualité et l'efficacité des contrôles internes de risque et des systèmes de gouvernance. L'objectif est d'harmoniser les procédures entre les NBFC et les UCB qui ont pour l'instant leurs propres approches d'audit interne.
- **Les banques publiques d'Etat fragilisées par la fusion d'avril 2020 selon un rapport parlementaire.** La Commission des Finances du Parlement estime dans ce document que les banques publiques ont été fragilisées par les fusions. Son panel estime que ces établissements ne possèdent pas les compétences requises en matière de gestion des risques pour aborder avec sérénité les nouvelles technologies financières. Il souligne également la faible valeur de leurs actifs et leur manque de compétitivité. Il conviendrait donc désormais de s'assurer de la disponibilité d'une ressource humaine compétente pour les gérer et étendre leurs activités. En avril dernier, dix banques publiques ont fait l'objet d'une fusion pour les ramener à quatre, pour un total de 12 banques publiques.

Autres informations

- **Accord entre Bharat Biotech et Ocugen pour commercialiser le Covaxin aux Etats-Unis.** Le groupe pharmaceutique américain pourra co-développer, fournir et commercialiser le vaccin développé par Bharat

BioTech en collaboration avec *l'Indian Council of Medical Research*. Le Covaxin doit d'abord être approuvé par *l'US Food and Drug Administration* avant de pouvoir être commercialisé. Ocugen recevra 45% des profits.

MALDIVES

- **Chute du PIB de -44,2% au 3^{ème} trimestre 2020.** Selon le Bureau des statistiques des Maldives, le PIB a chuté de -44,2 % au troisième trimestre 2020 en glissement annuel, faisant suite à une baisse de -52 % au 2^{ème} trimestre. Cette chute tient surtout aux difficultés des secteurs du tourisme, des transports/communication, du commerce de gros et de détail, ainsi que de la construction. Du fait de la fermeture des frontières pour les arrivées, du 27 mars au 14 juillet pour contenir la pandémie, la part du tourisme dans le PIB n'a été que de 3,4 % au T3 2020 contre 25,1 % au T3 2019. Les trois secteurs ayant le plus contribué au PIB du trimestre étudié sont par ordre décroissant : l'administration publique qui a représenté 16,8 % du PIB (9,2 % au T3 2019), l'immobilier avec 12,3% (6,8 % au T3 2019) ainsi que la pêche avec 9,5 % (contre 3,6 % au T3 2019). La réouverture de l'aéroport le 15 juillet a permis néanmoins de relancer partiellement l'activité économique, dont touristique. En effet, le PIB du T3 a cru de +15,5% par rapport au T2 2020.
- **Démarrage de la campagne de vaccination contre la COVID-19.** Celle-ci a débuté le 1^{er} février. L'Inde a donné aux Maldives le 20 janvier 100 000 doses du vaccin Oxford-AstraZeneca produit par le *Serum Institute of India* et commercialisé sous le nom de Covishield. Celui-ci a été approuvé par l'autorité de régulation des Maldives (MFDA) pour une « utilisation d'urgence ». Le gouvernement maldivien a annoncé avoir commandé 700 000 doses auprès d'AstraZeneca. Les autorités souhaitent aussi acheter des vaccins d'autres marques. Les premières livraisons de vaccins par l'OMS (via le programme COVAX) sont attendues dans l'archipel pour la mi-février. La pandémie reste fortement présente dans le pays, il y avait en date du 4 février 16 276 cas, dont 1879 actifs et 53 décès.

NEPAL

- **Autorisation prochaine d'entrée sur le territoire pour les touristes vaccinés.** Le Népal pourrait accueillir prochainement, sans restriction ni quarantaine, des touristes vaccinés, selon le ministre du Tourisme. Pour l'heure les touristes doivent fournir un premier test PCR négatif à l'arrivée et un second cinq jours après, en plus de respecter une quarantaine de sept jours. Selon le département de l'Immigration, le pays a reçu autant de touristes étrangers en 2020 qu'en 1986 (230 085) mais le mois de janvier a montré une nette embellie avec l'arrivée de 8 874 touristes en provenance de 121 pays (45 % Indiens, 21 % Chinois et 10% Américains), soit un plus haut depuis le confinement en mars dernier.
- **Diminution de 45% en 6 mois des nouvelles entreprises enregistrées,** selon les données du département de l'Industrie. Au total ce sont 103 nouvelles entreprises enregistrées depuis le début de l'exercice en cours (entre mi-juillet et mi-janvier) contre 190 à la même période en 2019. 17 d'entre elles sont des grandes entreprises, 21 moyennes et 65 des petites entreprises. 28 opèrent dans le secteur de l'industrie manufacturière, 19 dans le segment du tourisme, 13 dans celui de l'énergie et enfin 5 dans l'informatique. Les autres opèrent entre l'agriculture, les infrastructures et les services. Ces nouvelles entreprises devraient créer 6 288 emplois. Cette évolution s'explique bien sûr par l'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'économie népalaise, mais l'instabilité politique découragerait également les investissements, en particuliers les IDE. En effet, les investissements, dont les IDE ont décru de 26% en glissement annuel et représentent 73 Mds NPR (625 M USD) contre 91 Mds NPR un an plus tôt (779 M USD) soit -20%.
- **Lancement du projet de la Banque mondiale NUGI pour 150 M USD.** Le projet *Nepal Governance and Infrastructure* (NUGI) a été lancé conjointement par le gouvernement et la Banque mondiale, établi sur quatre ans et financé par la Banque. Il a pour but de promouvoir le développement urbain durable et la relance de l'économie népalaise post COVID-19 dans les villes secondaires stratégiques. 95% des financements seront

alloués aux autorités locales et serviront à soutenir près de 20 000 personnes au chômage et en situation de précarité par la création d'emplois temporaires de maintenance d'infrastructures publiques.

- **Augmentation des subventions de l'Inde au Népal de 13% en g.a. pour 2021/22.** Les subventions indiennes au Népal atteindront alors 15,87 Mds NPR (136 M USD). Cette augmentation intervient après la contraction des subventions de 26% en g.a. en 2020/21 (de 19,16 Mds NPR à 14,08 Mds NPR). Le Népal est le deuxième destinataire de subventions indiennes après le Bhoutan (30,04 Mds INR pour 2021/22 soit 411 M USD).

PAKISTAN

- **L'inflation atteint un étiage de deux ans en janvier.** L'indice des prix à la consommation progresse de 5,7 % en glissement annuel, à comparer à 8 % en décembre et à 8,3 % en novembre 2020. L'inflation s'affiche en baisse pour le quatrième mois consécutif et atteint un niveau comparable à celui qui prévalait deux ans auparavant (+5,6 % en janvier 2019). L'indice enregistre également une baisse de 0,2 % par rapport au mois précédent (après -0,7 % un mois plus tôt). Cette situation s'explique principalement par un fort effet de base, l'inflation enregistrée en janvier 2020 étant anormalement élevée (14,6 % en g.a.) en raison de difficultés d'approvisionnement marquées et de la hausse des prix de l'énergie. Il convient notamment de noter la forte chute des prix des produits alimentaires périssables (-21,29 %). La progression des prix des produits alimentaires non périssables – qui comptent pour 29,6 % de l'indice – continue quant à elle de ralentir (+12,6 % après +16,3 % un mois plus tôt). L'inflation moyenne s'établit à 8,2 % sur les sept premiers mois de l'exercice 2020/21 (juillet à juin), à comparer à 11,6 % sur la période considérée en 2019/20. Si l'inflation sous-jacente (hors énergie et denrées alimentaires) reste contenue à 5,4 % en milieu urbain en janvier, elle accélère à 7,8 % en milieu rural.
- **Progression de la collecte fiscale sur les sept premiers mois 2020/21.** Selon un communiqué de presse publié par l'administration fiscale fédérale (*Federal Board of Revenue*), cette dernière aurait collecté 2 570 Mds PKR (16 Mds USD, nets des remboursements effectués) d'impôts et taxes sur la période courant entre juillet 2020 et janvier 2021 et dépasse ainsi l'objectif qu'elle s'était fixée. Le montant collecté s'affiche en hausse de 6,4 % en glissement annuel. et représente désormais 12 % du PIB.
- **Progression des financements étrangers reçus par le Pakistan sur le premier semestre 2020/21.** Le montant total des déboursements atteint 5,7 Mds USD, en hausse de 3,8 % en glissement annuel. Les déboursements des bailleurs multilatéraux s'affichent à 2,4 Mds USD quand ceux des bailleurs bilatéraux atteignent 260 M USD. Le Pakistan a également reçu 1 Md USD de la Chine sous forme de dépôt de court terme à la Banque centrale et 2,1 Mds USD dans le cadre d'emprunts auprès des banques commerciales étrangères. Les financements étrangers reçus à la fin du premier semestre 2020/21 représentent 46,5 % de la cible fixée par les autorités pour l'exercice budgétaire en cours (12,2 Mds USD).
- **Progression des rapatriements de bénéfiques et de dividendes sur le premier semestre 2020/21.** Ils s'affichent en hausse de 6,7 % en glissement annuel pour atteindre 892,3 M USD (94,1 % de ces rapatriements sont issus des IDE, le reste provenant des investissements de portefeuille). Les flux nets d'IDE enregistrés sur la période considérée (708,3 M USD) ne représentent toutefois plus que 79,4 % du montant des rapatriements de bénéfiques et de dividendes. Les principaux pays vers lesquels les bénéfiques et les dividendes ont été rapatriés sont le Royaume-Uni (35,6 % du total), les Etats-Unis (17,1 %) et Malte (10,3 %). En termes sectoriels, le montant le plus important a été rapatrié par les entreprises œuvrant dans le secteur alimentaire (19,4 % du total), suivi par les services financiers (15 %) et le secteur des communications (13,4 %).
- **Augmentation des prix du pétrole à la pompe.** S'il s'agit de la cinquième consécutive (les prix du pétrole sont désormais ajustés sur une base bimensuelle), le gouvernement n'a pas procédé à l'intégralité de l'ajustement des prix recommandé par le régulateur du secteur (*Oil and Gas Regulatory Authority, OGRA*). Les prix à la pompe fixés à compter du 1^{er} février 2021 s'affichent à 116,1 PKR par litre pour le gasoil (0,7 USD et +2,5 % par rapport

au 16 janvier contre +10,4 % recommandés par OGRA), 111,9 PKR par litre pour l'essence (+2,5 %), et 80,2 PKR par litre pour le kérosène (4,6 %). Le prix du gaz de pétrole liquéfié (GPL) a également été augmenté par le régulateur du secteur à hauteur de 10 PKR par kg, soit plus de 7 %.

- **Le Pakistan recule au 124^e rang du classement de l'indice de perception de la corruption.** Le rapport 2020 publié par l'ONG *Transparency International* qui mesure les niveaux de corruption perçus dans le secteur public accorde un score de 31 sur 100 au Pakistan (0 représentant le niveau de corruption perçue le plus élevé), ce qui situe le pays au 124^e rang sur 180 pays et territoires classés. Le Pakistan voit son score reculer d'un point par rapport à l'édition 2019 (après -1 point un an plus tôt) et recule dans le classement pour la deuxième année consécutive (il occupait le 120^e rang en 2019 et le 117^{ème} rang en 2018). Il enregistre ainsi le deuxième moins bon résultat d'Asie du Sud, devant le Bangladesh (score de 26, 146^e rang).
- **La Corée du Sud accorde un prêt de 49 M USD pour l'amélioration du réseau routier au Khyber Pakhtunkhwa.** La convention de crédit signée avec l'*Exim Bank of Korea* vise à financer la rénovation et l'élargissement de la première section de la nationale 45 reliant Chakdar à Timergara. Les autorités pakistanaises assureront quant à elles le financement du projet à hauteur de 19,2 % (montant total estimé à 60,7 M USD).

SRI LANKA

- **Abandon de l'accord avec l'Inde et le Japon sur le Terminal de l'Est.** Le gouvernement sri lankais avait signé en mai 2019 un MoU avec les gouvernements japonais et indien sur la gestion du Terminal de l'Est (ECT) du Port de Colombo. D'après cet accord, il était prévu qu'il soit détenu à hauteur de 51% par l'Autorité publique des ports sri lankais (SLPA), tandis que les parts restantes devaient revenir aux deux pays partenaires. Dans une décision du 1^{er} février, le conseil des ministres a annoncé l'abandon de cet accord tripartite et acté que l'ECT sera donc pleinement détenu et opéré par la SLPA. Les syndicats du port s'opposaient vigoureusement à la privatisation partielle de ce Terminal. Ce dernier est en opération depuis le 27 octobre 2020. Dans cette même décision, le conseil des ministres appelle au développement du futur Terminal de l'Ouest (WCT) en partenariat avec l'Inde et le Japon sur la base d'un partenariat public-privé (PPP) de 35 ans.
- **Croissance de +6,5 % du crédit au secteur privé en décembre.** L'encours total des crédits au secteur privé en décembre 2020 atteignait 6170,9 Mds LKR, contre 5796,9 Mds LKR un an plus tôt, soit une hausse de 6,5 % en glissement annuel. La croissance du crédit est en hausse par rapport à celle de novembre 2020 (+6,2 %) et de décembre 2019 (+4,2 %). Cette évolution tient notamment à la baisse, en 2020, des taux directeurs décidée par la Banque centrale pour dynamiser l'économie. Par conséquent, le taux d'intérêt moyen sur les prêts (AWLR) a sensiblement diminué, passant de 12,3 % en juillet à 10,6 % en novembre 2020.
- **Démarrage de la campagne de vaccination contre la COVID-19 et don de 500 000 vaccins de l'Inde.** La campagne de vaccination contre la COVID-19 a débuté le 29 janvier après la réception la veille de 500 000 vaccins Oxford-AstraZeneca produit par le *Serum Institute of India* et commercialisé sous le nom de Covishield. Cette première livraison est un don du gouvernement indien. Le vaccin Covishield a été approuvé par l'autorité de régulation (NMRA) pour une « utilisation d'urgence ».

En plus de ce don, les autorités sri lankaises ont annoncé que la *State Pharmaceutical Corporation (SPC)* avait effectué une commande pour 18 millions de doses supplémentaires du vaccin Covishield. Sri Lanka devrait en outre recevoir 8,4 M de doses via la facilité COVAX. Quant à la Chine, celle-ci a promis un don de 300 000 doses du vaccin Sinopharm pour une livraison à la mi-février, sous réserve que les procédures réglementaires soient préalablement complétées. En date du 3 février, 139 914 personnes avaient reçu le vaccin. La pandémie reste présente dans le pays, il y avait en date du 4 février 67 115 cas, dont 6209 actifs et 339 décès.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC	-	B	B
Maldives	B3	Négative	-	-	CCC	-	D	D



Auteurs : Service Économique Régional de New Delhi

Avec le concours des Services Economiques de la région (Bangladesh, Pakistan et Sri Lanka).

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de New Delhi (adresser les demandes à patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional de New Delhi s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Abonnement par email : patrick.pillon@dgtresor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.